

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

3 novembre 2016

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Les moulins à vents

C'est un véritable mélodrame, un « thriller », qui s'est joué durant ce mois d'octobre. A quelques jours de la date prévue, le parlement wallon a voté son refus de la signature du Ceta, l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada. Il fut suivi d'un refus similaire des parlements de la communauté Wallonie-Bruxelles et de la Région bruxelloise.

Pendant quelques jours, la Wallonie est apparue comme le dernier village gaulois qui s'opposait à la mondialisation et au libre-échange généralisé. Le Canada remplaçait les romains tandis que Paul Magnette et André Antoine prenaient les rôles d'Astérix et Obélix.

Mais après quelques coups de gueule, tout est rentré dans l'ordre et le traité a finalement été signé le 30 octobre, avec quelques jours de retard.

Evidemment, le PS et le CdH se vantent, l'un d'avoir sauvé la démocratie face à la dictature de l'Europe, et l'autre d'avoir sauvé les agriculteurs des griffes des multinationales de l'agroalimentaire. Magnette est aujourd'hui considéré par certains comme un héros, y compris en dehors de la Belgique où il est présenté comme celui qui a fait ce qui aurait dû être fait dans tout le reste de l'Europe. Ironiquement, le Premier ministre canadien a même dit que le traité était meilleur maintenant...

De son côté, Charles Michel prétend que pas une ligne du traité n'a été modifiée et que les wallons n'ont obtenu tout au plus que quelques clarifications.

Alors, modifié ou pas ? Héroïsme ou poudre aux yeux ? Magnette et ses acolytes ont-ils sauvé la démocratie européenne, le système social belge et l'agriculture wallonne ? Eh bien, du point de vue des travailleurs, c'est une fausse question.

L'objectif des traités internationaux est avant tout de permettre aux grands groupes capitalistes de vendre leurs marchandises à une plus grande échelle. Le « libre-échange » pour eux permet de simplifier les procédures douanières et de réduire les coûts liés à la distribution de leurs produits sur plusieurs continents. Les accords fondateurs de l'Europe par exemple, ne sont pas bien différents du Ceta : libre-échange des marchandises, suppression des droits de douane, règles commerciales communes, etc. Les discours sur la « citoyenneté » et les valeurs européennes, ne sont que du baratin destiné à faire avaler aux travailleurs

l'accroissement de la concurrence sur le marché du travail.

Mais ces accords ne sont qu'un moyen parmi tous ceux que les groupes capitalistes utilisent pour contrôler l'économie. Les bourgeois qui les dirigent n'ont pas attendu le Ceta ou l'Europe pour exploiter les travailleurs de tous les pays. Pour ne citer qu'un exemple : il y a plus d'un siècle, en 1907, le groupe allemand AEG et l'américain General Electric s'étaient arrangés pour se partager le marché mondial des appareils électriques. C'était quarante ans avant l'union européenne ! De même, les grandes puissances impérialistes de l'époque, la France, l'Angleterre et à son échelle la Belgique, n'ont pas eu besoin d'accords internationaux pour piller au profit de leurs bourgeois les richesses et les travailleurs d'Afrique, d'Inde ou de Chine, qui restèrent des colonies jusque dans les années 1950 et dont le développement a été entravé jusqu'à aujourd'hui ! Les patrons de ces pays « riches » ont exploité, et continuent d'exploiter les travailleurs nationaux et étrangers, dans les mines, les usines ou les bureaux.

Le Ceta, le TTIP ou l'Europe ne sont que des accords entre ces brigands, des accords qu'ils sont bien obligés de faire car aucun n'arrive à dominer l'autre. Voilà pourquoi refuser le Ceta, le renégocier ou le réécrire sont autant de variantes qui ne représentent ni de près ni de loin les intérêts des travailleurs.

Ceux qui prétendent défendre les travailleurs ou les petits agriculteurs en s'opposant au Ceta sont des imposteurs. Ils ne s'opposent pas à l'exploitation capitaliste, ils n'ont rien à redire contre les licenciements, ni contre l'appauvrissement de la majorité de la population au profit d'une minorité de plus en plus riche. Ils veulent faire croire que les travailleurs seraient mieux lotis en étant exploités par des patrons belges.

Ces accords sont une des formes que prend l'exploitation capitaliste, mais y opposer un esprit de clocher n'a aucun sens, car les frontières nationales sont des anachronismes réactionnaires et les travailleurs n'ont aucun intérêt à leur conservation, car ces frontières les divisent et font aussi le jeu de leurs exploités.

Alors, oui à une planète sans frontières, mais une planète d'abord débarrassée du capitalisme !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Pas pigeons !

Les coussins ergonomiques proposés par les syndicats pour rendre supportable les sièges USSC ont été placés directement dans les bus par la direction. Mais de nombreux chauffeurs ont demandé depuis le début à avoir leur propre coussin. Le patron a finalement accepté les demandes individuelles... à condition que cela soit déduit de la masse d'habillement. Les délégués syndicaux ont refusé ce marchandage malhonnête. Pas question en effet de payer pour ne plus souffrir de mauvais siège !

Sous-traitance rampante

Depuis les attentats, la direction fait appel à l'entreprise Seris pour contrôler l'accès des dépôts. Maintenant, elle projette d'utiliser 120 agents supplémentaires de Seris pour faire de la prévention dans le métro. Ce sont autant d'emplois qui pourraient servir de postes de reclassement pour des chauffeurs inaptes à la conduite. Mais au contraire, le patron teste sans doute la possibilité de sous-traiter à terme une partie de la prévention-sécurité.

Les vertus du Scotch

Au 21^e siècle, dans la capitale de l'Europe, un patron a découvert les vertus insoupçonnées du papier collant. Qui aurait pensé que le Scotch pouvait réparer les bus ? Un rétroviseur détaché, un portillon qui ne ferme pas, un trou dans la carrosserie, une protection plastique ballotante, ... hop, une bande de papier collant et c'est comme neuf !

Culpabilisation des absents

Meuh Meuh dit que des « éléments cachés qu'il ne parvient pas à définir exactement » explique le grand nombre d'absents. Il mentionne le « malaise au travail » ou un « deuxième boulot » comme explications possibles, mais ne veut pas reconnaître les mauvaises conditions de travail et les salaires insuffisants comme causes principales de l'absentéisme. En fait, il accuse à demi-mot les travailleurs en congé maladie d'être majoritairement des tire-au-flanc qui donnent du boulot supplémentaire aux collègues présents au travail.

Chasse aux absents

Imprégnés par l'idée patronale que les travailleurs absents sont des carotteurs, les chefs multiplient les contrôles pour enquêter sur les raisons des absences et remettre en cause les certificats médicaux. Pendant les entretiens absentéisme, ils osent nous demander « que comptez-vous faire pour ne plus tomber malade ? ». Ils nous menacent de licenciement en cas d'absences trop répétées. Résultat, des travailleurs viennent au

boulot alors qu'ils ne sont pas en état de travailler, par peur de perdre leur emploi !

La concertation, c'est du bidon

Le patronat et les syndicats se sont réunis pour discuter du prochain accord interprofessionnel. Tout sourire, ils ont affiché leur souhait de « montrer que la concertation sociale peut encore fonctionner ». On croit rêver ! Alors que le gouvernement vient de lancer une nouvelle attaque frontale contre les travailleurs et met en place des lois visant à bloquer les salaires, les syndicats vont papoter à la table des patrons comme si de rien n'était ! Certains responsables syndicaux ont indiqué qu'ils « hésitaient » sur les actions à prendre contre les mesures du gouvernement... Il n'y a pas à hésiter, il faut nous mobiliser et secouer sérieusement ce système injuste.

Tout va bien... pour les riches

Une étude récente a confirmé que même ceux qui travaillent ne sont pas protégés contre la pauvreté : 30% des travailleurs arrivent tout juste à boucler la fin du mois, 10% d'entre eux le finit à chaque fois à découvert. Cette réalité n'empêche pas le gouvernement Michel de prétendre que sa politique d'austérité améliore le niveau de vie des travailleurs. Les premières victimes de la pauvreté sont majoritairement les femmes (66%), qui se retrouvent avec des enfants à charge et sont souvent condamnées à du temps partiel. Et l'étude montre aussi que les enfants de familles pauvres seront le plus souvent pauvres eux-mêmes. Les femmes et les enfants d'abord... oui, mais ceux des riches seulement.

Une mort révoltante

Le 28 octobre, la police d'Al Hoceïma, une ville du nord du Maroc, a confisqué la marchandise de Mouhcine Fikri, un jeune poissonnier, et l'a jetée dans un camion-poubelle. Le jeune vendeur de poisson a essayé de la récupérer mais il s'est fait happer par la benne et est mort sur le coup. Ce drame a déclenché une vague d'indignation dans le pays car la façon dont il est mort est significative du mépris de la police envers les pauvres. Les manifestants ont défilé au cri de "Nous sommes tous Mouhcine Fikri". La mort de cet homme rappelle celle de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur ambulancier tunisien qui s'était immolé par le feu suite à la confiscation de ses marchandises par la police, en 2010. Cet événement avait été le déclencheur de la vague du printemps arabe. La lutte pour la dignité et contre les injustices sociales est-elle relancée au Maroc ? Il faut l'espérer !